



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## L'UNITE DES SYNDICATS C'EST L'UNITE DES SABOTEURS NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES FORCES

■ Ouvriers,

Notre niveau de vie n'a jamais été aussi bas depuis des dizaines d'années, nos conditions d'existence n'ont jamais été aussi misérables. La politique du gouvernement et du patronat, unis et complices, c'est de continuer, avec arrogance, à nous attaquer, à nous faire payer le prix de la crise économique qui ne fait que s'aggraver d'années en années. Aujourd'hui, par exemple, les employés des impôts ont déjà perdu 13% de leur pouvoir d'achat depuis 1982, ceux de Peugeot, 18%. Sans compter les centaines de milliers de licenciements que ceux du secteur privé connaissent depuis des années (automobile, sidérurgie, mines, chantiers navals, etc...) et les milliers de suppressions de postes dans la fonction publique (20 000 sont encore prévus dans le budget 1990).

Jamais nos conditions de vie n'ont été aussi désastreuses. Jamais cette société pourrie n'a autant poussé vers le suicide, la drogue ou la délinquance les jeunes générations exclues de toute vie sociale et privées de toute perspective. Le seul avenir que la bourgeoisie puisse leur réserver, c'est le chômage, des salaires de misère ou des actes de désespoir.

Ouvriers,

Face à une telle situation, notre colère n'a fait que s'accroître depuis des années. Nous ressentons tous, dans tous les secteurs, le même besoin de nous défendre, de nous battre contre cette vie de misère, pour l'avenir de nos enfants.

Face à cette situation, la colère qui a éclaté aux impôts comme aux usines Peugeot et dans de multiples autres entreprises, est plus que jamais légitime. Ces luttes montrent clairement pour la première fois depuis longtemps que notre combat est le même partout, dans le public comme dans le privé, pour des augmentations de salaires, pour de meilleures conditions de travail, contre les licenciements et les suppressions de postes.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons les moyens de développer un rapport de force capable de repousser les attaques incessantes du gouvernement et du patronat.

Mais pour imposer ce rapport de force, pour faire reculer la bourgeoisie, pour l'obliger à satisfaire nos revendications, nous ne pouvons pas nous mobiliser n'importe comment, chacun pour soi, chacun dans son coin. Le seul moyen de se battre efficacement, c'est de resserrer nos rangs, de développer une lutte MASSIVE et UNIE où tous les ouvriers, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public, qu'ils soient au travail ou au chômage, puissent se re-

joindre en UN SEUL ET MEME COMBAT contre l'austérité, la misère et l'exploitation capitaliste.

C'est le seul moyen de briser l'état de la démoralisation au travail et de l'exclusion par le chômage.

Ouvriers,

Partout, nous ressentons de plus en plus le besoin de riposter tous ensemble, d'élargir nos luttes, de développer notre solidarité de classe pour affronter une bourgeoisie toujours plus arrogante, cynique, intransigeante. Et c'est bien ce sentiment général, que toutes les forces capitalistes cherchent aujourd'hui à saper par tous les moyens. C'est pour cela qu'on voit maintenant les syndicats se mobiliser tous azimuts, appeler partout à entrer en lutte ... derrière eux afin d'encadrer, saucissonner, éparpiller notre combativité et nous mener par le bout du nez à la défaite. C'est notre besoin d'unité que tous ces maîtres-saboteurs, CGT en tête, tentent aujourd'hui de récupérer en nous balançant dans les pattes leurs "intersyndicales". L'unité des syndicats, ce n'est pas la nôtre ! C'est celle de tous ceux qui, au coude à coude avec le gouvernement et le patronat, cherchent à nous diviser, à nous isoler les uns des autres, à nous enfermer dans "notre" usine, notre "secteur", nos "spécificités" dans le seul but de nous battre paquets par paquets, comme ils l'ont fait aux impôts et aux usines Peugeot. C'est grâce à ce sale travail des syndicats que les ouvriers de Peugeot après plusieurs semaines de grève, se retrouvent aujourd'hui le bec dans l'eau, démoralisés, avec des licenciements à la clé et une paie de 875 francs pour boucler le mois, tandis que ceux des impôts sont en train de s'épuiser dans des combats d'arrière-garde ou dans des affrontements stériles avec les flics ! (cf. p.3)

Et ce sont toujours ces mêmes chiens de garde de l'ordre capitaliste qui, avec le soutien des politiciens de tous bords et même des sous-fifres du gouvernement, prétendent encore organiser la "solidarité" entre ouvriers à travers des quêtes et autres "soutiens financiers" dérisoires qui ne visent qu'à dénaturer notre véritable solidarité de classe. Cette solidarité ouvrière que redoutent tant ces faux amis, et avec eux toute la bourgeoisie, c'est la solidarité active, celle qui consiste à engager la lutte, à l'étendre en brisant toutes les divisions par usine, par corporation, par secteur.

Ouvriers,

Toutes ces manoeuvres crapuleuses des syndicats (avec le soutien de ceux qui, les trotskystes de la LCR et de LO, il y a un an à la même période, met-

taient en place, des coordinations soi-disant "anti-syndicales") ne peuvent qu'accroître encore notre écoeurment, notre dégoût des syndicats et de leur base gauchiste. Et c'est ce dégoût que toute la bourgeoisie s'emploie aujourd'hui à utiliser contre nous, contre notre volonté de lutter. Ce qu'elle cherche à travers la répugnante publicité médiatique faite autour de la lutte aux impôts et surtout à Peugeot, c'est à ancrer dans nos têtes que lutter ne sert à rien. La presse, la radio, la télé, veulent nous imposer un sentiment d'impuissance, de démoralisation tout en cherchant à nous faire croire que la lutte de classe, c'est la lutte derrière les syndicats.

Face à cette gigantesque offensive de la bourgeoisie, que devons-nous faire ? Engager la lutte derrière les syndicats ? Certainement pas, car nous savons qu'ils nous mèneront à la défaite ! Rester passifs ? Encore moins, car c'est justement ce que recherchent le gouvernement et le patronat pour nous imposer leurs plans d'austérité.

Ouvriers, il faut refuser à tout prix le faux choix : lutter avec les syndicats ou ne rien faire ! Partout, dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs, nous devons dès à présent nous mobiliser le plus nombreux possibles sur nos lieux de travail. Nous devons résister aux manoeuvres des syndicats qui cherchent à nous paralyser, à nous désarmer, à nous couper l'herbe sous le pied, en décidant et organisant la lutte à notre place pour mieux la saboter. Nous devons nous regrouper, former des comités de lutte, appeler à des assemblées générales afin de nous préparer immédiatement, à travers la discussion collective, à engager la lutte dans les meilleures conditions possibles. Une lutte massive où, d'emblée, il nous faudra nous donner les moyens de l'élargir, en élaborant des revendications communes à tous, en envoyant des délégations aux entreprises environnantes, afin de rejoindre les autres secteurs en lutte et entraîner les plus hésitants dans le combat.

Aujourd'hui, nous savons tous que les manifestations syndicales ne sont que des balades sans lendemain; nous savons que leurs "appels à l'extension" ne mènent qu'à l'isolement et à la défaite; nous savons que leur "solidarité" n'est pas autre chose qu'une obole versée aux ouvriers victimes de leur propre travail de sabotage.

Aujourd'hui il n'y a pas d'autre choix que de prendre nos responsabilités pour imposer nos propres méthodes de lutte contre tous ceux qui cherchent à nous en déposséder. Ne comptons que sur nos propres forces. C'est le seul moyen de développer une lutte réellement massive et unie, capable de faire céder la bourgeoisie et son gouvernement.

Pour RI,  
Avril.

## LECONS DES LUTTES OUVRIERES EN URSS

(PAGE 4)



## SOMMAIRE

### FRANCE

- .P.T.T : une manoeuvre anti-ouvrière.....p.2
- .Privatisations/nationalisations.....p.2
- .Impôts, Peugeot : le sabotage syndical.....p.3
- .Peugeot : une campagne d'intimidation.....p.3

### SITUATION INTERNATIONALE

- .Leçons des grèves en URSS.....p.4
- .Pologne: la LCR défend les siens.....p.4
- .Colombie : la mafia, c'est la bourgeoisie...p.7
- .Cyclone Hugo.....p.7

### MILIEU REVOLUTIONNAIRE

- .Revolucion Mundial : nouvelle section du CCI..p.5
- .Chine: polémique avec "Battaglia Comunista"...p.6

PTT

# UNE MANOEUVRE POLITIQUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Comme un fait exprès, à la veille de cette rentrée, le gouvernement socialiste a sorti de ses tiroirs le "rapport Prévot" qui propose notamment la séparation entre la Poste et les Telecoms.

Ce n'est pas la première fois, ces dernières années, que l'Etat français soulève ce problème et envisage des "restructurations" dans les PTT. Mais il faut bien reconnaître que, cette fois-ci, il y a mis les formes : un maximum d'éclairage et de publicité autour de la publication du rapport suivi de l'ouverture d'une "concertation entre toutes les parties intéressées". Pour l'Etat bourgeois, les "intéressés" ce sont, avant tout, les centrales syndicales et... les usagers. Quant aux ouvriers, s'ils veulent s'informer, ils n'ont pas d'autre choix que de lire le texte, volontairement incompréhensible, du rapport ou de s'en remettre aux syndicats.

En mettant sur la table, aujourd'hui, ce rapport et en lançant cette pseudo-concertation, le gouvernement Rocard sait très bien ce qu'il fait. Son premier objectif est de sonder les ouvriers et les préparer à l'attaque d'envergure qu'il mijote. Si il entretient le flou sur ses intentions réelles, ce n'est que pour les désorienter et les désarmer dans l'immédiat. Comme le déclarait un ouvrier récemment, exprimant ainsi le sentiment général : "Il va se passer des choses dans notre dos, on ne sait pas lesquelles".

Effectivement, ce qui va se passer avec la "restructuration", si les ouvriers laissent faire, ce sont des milliers de suppressions de postes et en conséquence une dégradation accrue de leurs conditions de travail (cadences accélérées, mutations imposées, etc...), tout cela au nom d'une plus grande compétitivité. De plus, il est évident que tout cela s'inscrit dans le fameux plan Rocard pour "le renouveau des services publics" (qui est un gigantesque plan d'attaques contre l'ensemble des ouvriers de la fonction publique) pour "construire l'Europe de 1993" ; en fait pour faire face à la concurrence de

plus en plus acharnée qui existe aujourd'hui entre les différents capitaux nationaux du fait de l'aggravation de la crise économique. Comme toujours, pour la bourgeoisie, ce sont les ouvriers qui doivent payer dans l'intérêt du capital national.

Mais avec la publication de ce rapport, et le cirque fait autour, ce n'est pas tant l'attaque économique que le gouvernement cherche à porter immédiatement contre les ouvriers des PTT, c'est avant tout une attaque politique qu'il orchestre contre eux.

L'arme de cette attaque, ce sont les syndicats. En effet, en soulevant le lièvre de "la réforme des PTT", le gouvernement permet aux syndicats (à la CGT en particulier) de pousser des hauts cris, de "riposter avec vigueur contre la casse du service public" et de se placer ainsi à la tête de la fronde anti-gouvernementale pour la "défense des ouvriers". Leur présence à ce niveau se justifierait d'autant plus qu'ils sont les "spécialistes" de ces questions "difficiles" qui tournent autour des statuts. Ils seraient de ce fait indispensables pour "informer", "éclairer" les ouvriers, "négocier" pour eux avec le gouvernement, "indispensables" donc pour diriger leurs luttes. Cette manoeuvre est aujourd'hui particulièrement nécessaire aux PTT où les syndicats connaissent un discrédit grandissant auprès des ouvriers et qu'il s'agit de tout faire pour tenter de les remettre en selle. C'est pour cela qu'aujourd'hui les ouvriers des postes sont sollicités, envahis par les syndicats, leurs tracts, leurs réunions d'informations, etc. Ils ne pourront pas bouger sans les avoir dans les pattes.

Mais les syndicats ne se contentent pas seulement d'être omniprésents sur le terrain. Ils font tout pour dévoyer les préoccupations réelles des ouvriers (les salaires, les conditions de travail). Ainsi, grâce au "rapport Prévot", ils essaient de les em-

barquer sur le terrain pourri de la défense du statut des PTT, de la "défense du service public", des "nationalisations" ou des "acquis inestimables" que les ouvriers en auraient tirés (cf. article ci-dessous).

Le poison que les syndicats distillent ainsi est le plus dangereux pour les ouvriers et leurs luttes à venir car il les amènerait à défendre des intérêts qui ne sont pas les leurs. Ce poison est aussi le plus pernicieux dans la mesure où ils auraient l'illusion de défendre ainsi leurs intérêts de classe. Les syndicats ne se privent d'ailleurs pas de les entretenir dans cette illusion en leur faisant croire que la défense de leurs salaires, de leur emploi dépend de la défense du "statut", de la "nationalisation". Enfin, il est évident qu'une telle illusion affaiblit le combat général de la classe ouvrière dans la mesure où elle instaure une division entre les ouvriers du public et ceux du privé, dans la mesure où elle met en avant des objectifs et des intérêts différents entre ceux du public et ceux du privé. Elle ne peut que condamner les ouvriers des PTT à lutter dans l'isolement, comme cela a été le cas l'année dernière avec les infirmières, en les entraînant sur le terrain pourri de la défense du statut, dans lequel les autres secteurs de la classe ouvrière ne peuvent se reconnaître, justement à un moment où les réelles raisons de la colère dans les PTT sont les mêmes qu'ailleurs, qu'il s'agisse des salaires, des effectifs ou des conditions de travail.

Aujourd'hui les ouvriers des PTT n'ont pas d'autre choix que de repousser l'attaque politique que le gouvernement et les syndicats leur portent si demain ils veulent avoir la capacité de riposter efficacement à l'attaque économique qui se prépare contre eux.

JE

## PRIVATISATION-NATIONALISATION

# UNE MEME EXPLOITATION DES OUVRIERS

■ Aujourd'hui, le gouvernement Rocard et les syndicats, en parfaite connivence, mettent sur pied une campagne en direction des ouvriers du secteur public en vue de dévoyer leur réflexion, leurs réactions et leurs luttes sur le problème des privatisations (actuellement, il en est question pour les PTT, l'EDF-GDF et les arsenaux).

Le gouvernement, d'un côté, présente le secteur nationalisé comme un secteur archaïque, lourd, dénué d'esprit de compétitivité, ayant un urgent besoin de "restructuration" si ce n'est d'être privatisé.

Les syndicats, de l'autre, partent en croisade contre cette politique de "casse du secteur public et nationalisé". Selon eux il y aurait là, pour les ouvriers de ce secteur, des "acquis à défendre", notamment la sécurité de l'emploi.

Des deux côtés, ce sont des menteurs ; et les expériences qu'a vécues la classe ouvrière depuis des décennies le prouvent.

Les entreprises que le gouvernement bourgeois actuel cherche à "moderniser" aujourd'hui en les privatisant, ce sont celles que ses prédécesseurs avaient nationalisées dans l'intérêt de l'économie nationale.

Souvenons-nous, en effet, qu'au lendemain de la 2ème guerre mondiale, en 1945-46, le gouvernement de coalition PCF-SFIO(PS)-Gaullistes, avait mis en place une vague de nationalisations (Renault, transports aériens, gaz, électricité, assurances, charbonnages). Et effectivement cette politique corres-

pondait aux nécessités du moment pour le capital français : l'Etat devait contrôler directement des secteurs-clés dans le cadre de la reconstruction de l'économie nationale ravagée par la guerre.

Déjà à ce moment-là, la nationalisation ne représentait en aucune manière un acquis pour les ouvriers de ces entreprises : la grande grève à Renault en 1947, pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de vie, en était une preuve manifeste.

Plus près de nous, la politique du gouvernement de gauche, après mai 81, vis-à-vis des entreprises nationalisées (il en avait engagé lui-même plusieurs autres) montrent encore plus clairement la puanteur de ce mensonge des acquis pour les ouvriers.

Jamais les ouvriers de ces entreprises n'ont été aussi fortement attaqués et c'est le gouvernement de gauche, directement, qui menait cette attaque.

Jamais les ouvriers de la SNCF, des PTT ou d'EDF-GDF n'ont connu autant de suppressions de postes que durant ces dernières années.

Jamais les ouvriers à Renault, dans la sidérurgie ou dans les mines n'ont subi autant de licenciements.

Et ce sont ceux qui, aujourd'hui, crient le plus fort contre les privatisations, nous parlons du PCF, qui ont voté, avec les socialistes, les milliers de licenciements, notamment en 1984, dans la sidérurgie et les charbonnages, lorsqu'ils étaient au gouvernement.

De plus, ces défenseurs acharnés des nationalisations viennent nous dire, aujourd'hui, par la bouche de Marchais à la dernière fête de "l'Humanité" que "...les pays socialistes ont prouvé...qu'on pouvait se passer de l'exploitation de l'homme par l'homme".

Il faut être menteur de profession comme l'est le PCF pour oser nous présenter ainsi les pays de l'Est ; pays dans lesquels le capitalisme d'Etat a poussé les nationalisations à l'extrême et qui montrent à quel point celles-ci n'ont rien apporté de positif à la classe ouvrière. Au contraire, les luttes des ouvriers de Pologne et celles des mineurs de Russie dernièrement, prouvent, encore une fois s'il était nécessaire, que les ouvriers connaissent des conditions d'exploitation et de misère incroyables.

Si les privatisations sont, actuellement, à l'ordre du jour pour l'Etat français, c'est parce que la crise l'y oblige. Son rôle est de gérer au mieux le processus d'effondrement du capital national et, pour cela, il lui faut avoir les mains libres pour licencier, diminuer les salaires pour affronter la concurrence internationale.

Les nationalisations, comme les privatisations, ne servent que les intérêts de la bourgeoisie. Pour la classe ouvrière, c'est la même exploitation, la même misère. Il n'y a que le patron qui change. C'est pour cela qu'elle n'a ni avantage à tirer, ni acquis à défendre dans un cas comme dans l'autre.

JAB

## REUNIONS PUBLIQUES

### SUR LE THEME : *Pays de l'Est : la faillite du stalinisme*

#### BORDEAUX :

Réunion publique le samedi 21 octobre, à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor-Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

#### LILLE :

Réunion publique le samedi 14 octobre, à 14h30, à la MNE, 23, rue Gosselet.  
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

#### LYON :

Permanence le 18 octobre de 18h à 19h, au café "Le Français" 2, place A.Poncet Lyon 2ème M° Bellecour.  
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, les 15 octobre et 19 novembre à partir de 11h30.

#### MARSEILLE :

Permanence les mercredis 11 octobre et 8 novembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.  
Vente de la presse le samedi 18 novembre au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

#### NANTES :

Réunion publique le samedi 14 octobre à 17h au "café du Midi" 33, rue Appert.  
Permanence les vendredis 6 octobre et 3 novembre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 14 octobre et 18 novembre de 10h30 à 11h30.

#### PARIS :

Permanence les samedis 14 et 28 octobre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

#### ROUEN :

Réunion publique le samedi 14 octobre à 14h30 à la Halle aux Toiles.

#### TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 27 octobre à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).  
Permanence les vendredis 13 octobre et 10 novembre à 18h30, même adresse que pour les RP.  
Vente de la presse les dimanches 8 octobre et 12 novembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

#### TOURS :

Permanence le samedi 21 octobre à 17h et le vendredi 3 novembre à 20h30 au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.  
Vente de la presse les samedis 7 octobre et 4 novembre de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

## VIENT DE PARAITRE :

Courant Communiste International  
**Revue  
Internationale / 59**

4ème trimestre 1989

16 F / 75 Fb

CONVULSIONS CAPITALISTES  
ET LUTTES OUVRIERES

8EME CONGRES DU CCI  
Les enjeux du Congrès  
La situation internationale

LES VRAIES CAUSES  
DE LA 2ème GUERRE MONDIALE  
(Gauche Communiste de France, 1945)

LE RAPPORT FRACTION-PARTI  
Polémique avec "Battaglia Comunista"



## PEUGEOT-IMPOTS

# LES SYNDICATS SONT RESPONSABLES DE LA DEFAITE

■ La colère gronde et se généralise, une combativité énorme s'affirme un peu partout de plus en plus fortement au sein de la classe avec une unité de préoccupations dans le secteur public comme dans le privé autour de la détérioration accélérée des salaires, du pouvoir d'achat et aussi celle des conditions de travail liée aux licenciements et aux suppressions d'emploi opérées en masse.

## LE BARRAGE SYNDICAL CONTRE LES LUTTES OUVRIERES

Face à cela, la bourgeoisie française, fortement inquiète des risques d'explosion sociale massive, a entrepris de mouiller la poudre en poursuivant et intensifiant une stratégie de dispersion de la riposte ouvrière, pour entraîner les uns après les autres, entreprise par entreprise, secteur par secteur, paquet par paquet, isolément, des minorités qui peuvent être significatives de la classe ouvrière vers la défaite, bloquant et démoralisant les autres ouvriers. Et ce sont ces syndicats, qui demeurent les organes essentiels d'encadrement des luttes ouvrières au sein de la bourgeoisie, qui sont aujourd'hui les fers de lance de cette stratégie.

A travers la grève chez Peugeot et celle des fonctionnaires des Finances, le piège a été mis en route.

Malgré toute la pression ouvrière existante et la détermination des grévistes, ces luttes sont engagées dans l'impasse la plus totale derrière les syndicats.

En occupant massivement, en investissant tout le terrain social, en ne laissant plus la moindre place aux ouvriers eux-mêmes ni dans l'expression des besoins de la lutte, ni dans l'organisation de la lutte, en cherchant à boucher toutes les issues, les syndicats représentent plus que jamais un barrage, un obstacle essentiel incontournable à l'entrée en lutte massive et unie des ouvriers.

C'est sous la puissance de la pression combative et pour parvenir à détourner les ouvriers des besoins réels de plus en plus nettement ressentis et exprimés au sein de la classe que tous les syndicats font le maximum pour se présenter aujourd'hui unis et hypercombattifs face aux ouvriers. Face à eux, les ouvriers trouvent, à Peugeot comme dans le secteur des Finances, une "intersyndicale" qui "s'occupe de tout". La mise en avant de cette caricature de l'unité ouvrière ne correspond qu'à une mobilisation de la bourgeoisie, toute entière vouée au sabotage pur et simple de la lutte où tous les syndicats se mettent devant en se serrant les coudes pour avoir l'initiative et conserver la maîtrise du terrain.

## LES SYNDICATS MANOEUVRENT POUR DISPERSER LES FORCES OUVRIERES

Dans le secteur des Finances comme à Peugeot, la lutte a démarré à travers l'explosion d'une colère spontanée. Aux Impôts, à Arles et Marseille, les sa-

lariés se sont mis en grève dès le 5 juin, en dehors d'une journée d'action syndicale programmée le lendemain.

Dans les deux cas, très vite cependant, les syndicats ont récupéré le contrôle de la situation et se sont mis à chevaucher la combativité ouvrière. Dès lors, ils ont pu imposer une fausse alternative aux ouvriers pour les mener dans l'impasse.

D'une part, ils ont utilisé l'énorme combativité et la colère existante pour entraîner derrière eux de fortes minorités d'ouvriers, d'autre part, comme déjà par le passé, ils ont pu miser sur le large sentiment de méfiance qui s'est accumulé envers eux pour paralyser une grande partie de ceux qui ne se reconnaissent pas dans leur "intersyndicale" et les pousser à la passivité, à la résignation.

A Peugeot, la grève est restée constamment minoritaire, n'entraînant guère plus de 2 000 ouvriers sur 12 000 à Mulhouse et de 2 000 à 3 000 sur un effectif de 23 000 à Sochaux. Aux Finances où la grève est parvenue à toucher la totalité des départements dans le secteur des Impôts et la moitié au Trésor, les mouvements de grève ont été très inégalement suivis. Tout en alimentant une large division entre grévistes et non-grévistes, les syndicats n'ont pas manqué de conforter par tous les moyens l'idée d'une grève "minimum", cantonnée à des minorités qu'ils peuvent contrôler plus facilement, appelant à Mulhouse en plusieurs occasions les non-grévistes à une "solidarité" financière avec les grévistes. Dans les Impôts, ils ont longtemps préconisé - pendant plus de trois mois - la mise en grève et le "blocage des seuls centres stratégiques" (recettes locales, centres informatiques) en organisant autour une "solidarité financière" des non-grévistes de 200 à 400 francs par mois sous prétexte de "pertes salariales minimum". Ainsi, dans plusieurs centres, des salariés ont déjà versé jusqu'à 1 200 francs de leur salaire à l'intersyndicale !

Malgré cela, la nécessité de l'extension de la lutte est largement ressentie par les ouvriers, les syndicats sont obligés de récupérer et de dévoyer cette volonté présente dans la classe. C'est le cas notamment aux Impôts où la stratégie de grèves ultra-minoritaires était de plus en plus contestée. C'est pourquoi, début septembre, les syndicats appellent à une pseudo-extension à travers "une grève générale"... limitée au seul secteur des Finances.

A Peugeot, en faisant dépendre "la réussite de l'extension" de l'entrée en grève de la seule usine de Sochaux, cette fausse extension a constitué également un simple défoirail de la combativité ouvrière où il s'agissait pour les syndicats de mieux enfermer les ouvriers dans le cadre de l'entreprise en canalisant et focalisant la colère, avec l'aide de toute la bourgeoisie, sur le "sinistre Calvet" (voir article ci-dessous), en appelant au besoin la population de Mulhouse à la "solidarité financière" pour noyer et écarter toute idée de solidarité réelle.

Cette fausse extension ne correspond qu'à un isolement bien réel des luttes ouvrières. Ainsi, les syndicats ont fait voyager un millier de "mulhousiens" à Paris jusqu'au siège de Calvet, dans les beaux quartiers, pendant qu'au même moment, ils balladaient les "Sochaux" en grève dans les rues de Montbéliard et de Mulhouse.

Ainsi, alors même que d'autres luttes s'étaient déclenchées dans la même région (chez Alstom à Belfort, aux usines Mercedes dans le Bas-Rhin, aux Impôts...), la lutte dans chaque secteur ou entreprise est restée parfaitement isolée.

Non contents de cela, dans chacune de ces luttes isolées, ils saucissonnent en permanence et à outrance les ouvriers. Les syndicats n'ont raté aucune occasion de pousser les ouvriers dans des "problèmes spécifiques". A l'intérieur même de Peugeot, l'accent a été constamment mis sur "Sochaux n'est pas Mulhouse" et réciproquement, dans l'expérience, les conditions de travail et jusqu'à "l'ambiance de l'usine". A Sochaux, la division a été poussée au maximum entre les O.S., les ouvriers qualifiés et les "hautement qualifiés" affectés à la production de la 605. Dans les centres d'Impôts comme dans tous les services spécialisés du ministère, des motions, des pétitions circulent pour appeler à formuler les problèmes propres et les revendications particulières de chaque service.

Pour parachever leur sale travail de dispersion, les syndicats lancent les grévistes dans des "actions" en tous genres de défoirail et d'épuisement de leur combativité.

Les "initiatives syndicales" tous azimuts pour "occuper" quotidiennement les ouvriers chez Peugeot se sont multipliées ; à Mulhouse la lutte s'est enlisée dans l'occupation de l'usine et le face-à-face permanent avec les cadres.

Aux Finances, les syndicats ont lancé les grévistes dans une "série d'initiatives" : manifestation à l'Assemblée nationale ou les mairies et préfectures pour "réclamer le soutien des parlementaires et des élus locaux", devant le siège des radicaux et des téléphones pour réclamer "le droit à l'information" ou encore des rassemblements dans les gares pour "populariser la grève des impôts" et "expliquer la dégradation de la qualité du service public".

## NE LAISSONS PAS NOS LUTTES AUX MAINS DES SYNDICATS

Ces entreprises de dispersion maximum des forces ouvrières ne peuvent avoir d'autre issue pour les ouvriers que la défaite. Cela fait quatre mois que la grève dure dans certains centres des Impôts, cela fait plus de quatre semaines que les ouvriers de Mulhouse sont en grève. La "dureté" et la "combativité" affichées par les syndicats ne servent qu'à entraîner les ouvriers combattifs dans des grèves longues, épuisantes, isolées, qui n'ont pas d'autre issue que la défaite et la démoralisation la plus complète à travers le pourrissement de la grève.

De fait, c'est le terrain même de la lutte qui est miné, pourri d'avance parce que les ouvriers n'ont rien à gagner et tout à perdre, aussi bien en luttant derrière les syndicats qu'en restant passifs en laissant les mains libres aux syndicats pour tuer les luttes les unes après les autres.

Aujourd'hui, c'est sur le même terrain pourri que les syndicats essaient d'entraîner d'autres minorités de la classe : à RVI, chez Renault, dans les PTT, dans les Arsenaux, à la SNCF. Les ouvriers doivent impérativement faire face à cette manoeuvre. Ils ne doivent plus la tolérer. Laisser les mains libres aux syndicats, soit en acceptant de lutter derrière eux, soit en se laissant paralyser, c'est se laisser pousser à la même démoralisation, à la même résignation, c'est accepter d'aller à l'abattoir par petits paquets chacun son tour.

YD (30-9-89)

## Peugeot : une campagne d'intimidation

■ Depuis un mois, tous les projecteurs de l'actualité sont braqués sur le conflit de Peugeot. Chaque jour, les journaux ou la télé nous livrent un nouvel épisode d'un "feuilleton", populaire à souhait.

Il est pour le moins insolite de voir un conflit social ainsi "couvert", détaillé, décortiqué par les médias alors que d'ordinaire nous sommes habitués à ne nous voir délivrer les informations sur les manifestations du développement de la lutte de classe qu'avec la plus extrême discrétion quand ce n'est pas l'organisation d'un black-out pur et simple.

Avec la lutte "des Peugeot" contre "l'ignoble Calvet", c'est depuis le début de la grève, tout le contraire.

- Pendant une bonne semaine, le "suspense" a été entretenu autour de l'extension de la grève des ouvriers de Mulhouse à Sochaux (et même aux autres usines du groupe).

- Les reportages se sont multipliés sur les conditions de vie difficiles des ouvriers de Mulhouse dont la plupart ne touchent guère plus de 5 000 F mensuels.

- Nous avons assisté au quotidien - et quasiment heure par heure - aux démêlés des grévistes avec les cadres de l'entreprise.

- L'accent a été mis sur le comportement "inadmissible" et "arrogant" du PDG Calvet, refusant obstinément d'ouvrir la moindre négociation avec les grévistes. Nouvel épisode pour couronner le tout : l'intérêt rebondit avec les "révélations" scandaleuses du "Canard enchaîné" publiant les feuilles d'impôt du PDG d'où il ressort que Calvet s'est fait octroyer une augmentation de salaire de 45,9 % en deux ans, portant ses émoluments à la bagatelle de 18,5 millions de centimes par mois.

- Enfin, des sondages font apparaître que 76 % de la population du pays est hostile à l'attitude de Calvet et se sent solidaire des grévistes. Mieux, ce sont 59 % des patrons eux-mêmes qui "condamnent" l'attitude de Calvet et jugent "qu'il devrait négocier pour parvenir à un accord afin que les conflits sociaux ne s'étendent pas".

Même émoi dans la classe politique, les élus locaux, le PS, le PC "soutiennent" et applaudissent les grévistes, Mitterrand lui-même "désapprouve" le comportement du PDG mais "ne peut", pas plus que son gouvernement, "intervenir dans le conflit" entre un patron "privé" et ses salariés. Alors même que 76

ouvriers viennent de recevoir leur lettre de licenciement, que la plupart des grévistes viennent de toucher 875 F de salaire pour le mois, un syndicat modéré comme la CFTC annonce qu'elle lance une journée de grève nationale dans la métallurgie pour le 5 octobre en faveur de l'ouverture des négociations à Peugeot. Le PS "envisage de réfléchir" sur les moyens juridiques "d'obliger direction et syndicats à se mettre autour d'une table". Krasucki, pour la CGT, Lajoinie pour le PC se rendent sur place, pour les "encourager à tenir jusqu'au bout" et lancent une "souscription nationale de solidarité". De quoi tenir, disent-ils, "deux semaines de plus" alors que la plupart sont aujourd'hui démoralisés. Cela ne vise qu'à entraîner les ouvriers de Peugeot dans une défaite plus cuisante.

Quel est le but de ce battage ? C'est une gigantesque campagne d'intoxication qui est lancée, comme une véritable giflette contre toute la classe ouvrière.

A travers Peugeot, c'est l'image même de la classe ouvrière à la chaîne et en bleus de chauffe - et d'une classe ouvrière cernée et impuissante - que veut renvoyer la bourgeoisie. En focalisant l'attention sur cette lutte pourrissante où les grévistes se retrouvent isolés, épuisés, battus derrière les manoeuvres syndicales, la bourgeoisie et ses médias veulent ancrer l'idée dans toute la classe ouvrière d'une très lourde défaite. La lutte, la combativité, ça ne paie pas, ça ne sert à rien : voilà en clair le message qu'elle veut nous délivrer.

Avec cynisme, un responsable de Peugeot déclarait lors d'un séminaire des dirigeants d'entreprise : "La grève doit laisser le souvenir de quelque chose où les gens ont perdu, même si cela est symbolique".

C'est exactement cela qu'à travers la publicité tapageuse qu'elle fait autour de la lutte à Peugeot, toute la bourgeoisie entend mettre dans la tête des ouvriers.

Mais les ouvriers, eux doivent tirer une tout autre leçon de cette défaite montée en épingle et mise en relief par la bourgeoisie. Ils ne doivent pas se laisser démoraliser par ces manoeuvres d'intimidation. Il leur faut au contraire assimiler que cette défaite amère n'est pour eux qu'une expérience de plus du rôle répugnant des syndicats dans leurs luttes.

YD

## APPEL AUX LECTEURS :

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

## LECONS DES LUTTES OUVRIERES EN URSS

■ Dans le précédent numéro de RI, nous avons adressé un salut enthousiaste aux luttes ouvrières en URSS qui, en juillet-août, ont paralysé pendant plusieurs semaines les mines du Koubass, du Donbass et du grand Nord sibérien, mobilisant en quelques jours plus de 500 000 ouvriers. Cette formidable riposte ouvrière constitue en effet de très loin le combat le plus massif du prolétariat en URSS depuis la période révolutionnaire de 1917. Elle est venue apporter un démenti cinglant à tous les mensonges répandus à l'Est comme à l'Ouest sur les prétendues bienfaits de la pérestroïka, sur le "socialisme à visage humain" et autres boniments des médias bourgeois.

UNE ETAPE TRES SIGNIFICATIVE  
DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE  
DU PROLETARIAT MONDIAL

Mais ce qui confère essentiellement toute son importance à ce mouvement, c'est le fait qu'il constitue une confirmation éclatante du développement de la lutte du prolétariat mondial, de la profondeur du cours historique actuel vers des affrontements de classe dans toutes les parties du monde. Face à l'effondrement inexorable de l'économie capitaliste, la bourgeoisie n'a qu'une seule réponse à donner à la faillite de son système : une nouvelle guerre mondiale. Aujourd'hui, la reprise des combats de classe en URSS, dans la mesure-même où elle engage une classe ouvrière qui, suite à l'écrasement de la première vague révolutionnaire des années 1917-23, avait subi le plus durement et profondément le poids de la plus terrible contre-révolution de l'histoire, fait la preuve que le prolétariat, en développant ses luttes à une échelle réellement mondiale, continue sa marche vers la seule alternative porteuse d'avenir pour l'humanité : la révolution communiste mondiale.

Les luttes qui ont secoué l'URSS cet été n'ont, certes, pas eu l'ampleur de celles de Pologne en 80, ni même de nombreux mouvements qui se sont développés dans les pays d'Europe occidentale depuis 20 ans. Cependant, pour un pays où la terreur stalinienne a muselé pendant plus d'un demi-siècle une classe ouvrière qui n'avait pas d'autre choix, à de rares exceptions près, que de se soumettre à des conditions de vie et d'exploitation insoutenables, ces luttes ouvrent une nouvelle perspective pour le prolétariat en URSS. En relevant aujourd'hui la tête, en rejoignant la lutte de leurs frères de classe dans tous les pays, les ouvriers en URSS montrent ouvertement que ni la peur de la répression, ni les mystifications nationalistes et démocratiques ne constituent désormais un obstacle au surgissement d'une riposte sur leur propre terrain de classe.

Ces luttes, par leur dynamique même, constituent un enseignement pour l'ensemble du prolétariat mondial dans la mesure où elles ont clairement dévoilé toutes les potentialités qu'est capable de développer la classe ouvrière lorsqu'elle ne se heurte pas aux forces d'encadrement bourgeoises telles qu'elles existent dans les pays "démocratiques". L'extension immédiate du mouvement par l'envoi de délégations massives d'un centre minier à l'autre, la prise en charge collective du combat au sein d'assemblées générales quotidiennes et massives, l'organisation de meetings et de manifestations de rue unitaires, la constitution de comités de grève élus et révocables par les AG, tels sont les moyens que se donne spontanément la classe ouvrière pour développer ses luttes lorsque le chemin de cette dynamique n'est

pas miné, piégé, quadrillé systématiquement par tout un éventail de spécialistes du sabotage que sont les syndicats, les gauchistes, les coordinations auto-proclamées...

Et c'est bien cette dynamique d'élargissement et de prise en charge du mouvement par les ouvriers eux-mêmes qui, seule, peut contraindre la bourgeoisie à reculer, ne serait-ce que momentanément.

## LES LIMITES DU MOUVEMENT LUI-MEME

Face à l'ampleur et au risque d'élargissement du mouvement à d'autres secteurs et d'autres régions, la bourgeoisie gorbatchévienne n'a eu d'autre choix que de satisfaire immédiatement certaines revendications ouvrières. D'autres ne dépasseront jamais le stade de simples promesses du fait de la très faible marge de manoeuvre économique d'un pays particulièrement frappé par la gravité de la crise. Les seules revendications qui ont le moins de chance d'être remises en cause sont précisément celles qui révèlent les limites du mouvement lui-même : celle d'une nouvelle constitution et surtout la revendication auto-gestionnaire de l'"autonomie des entreprises" devant permettre aux mineurs de fixer eux-mêmes le prix du charbon et de vendre sur le marché ce qui n'aura pas été prélevé par l'Etat. Ainsi, cet "acquis" est un piège dont les conséquences ne peuvent être que le renforcement de l'exploitation des mineurs et l'aiguillage de divisions entre eux et les autres secteurs de la classe ouvrière qui devront payer plus cher le prix du charbon pour se chauffer.

Ces illusions auto-gestionnaires, démocratiques, distillées par les syndicats officiels et les cadres du Parti - qui se sont présentés comme les défenseurs de la lutte afin de dévoyer le mouvement - ne sont nullement une spécificité de la lutte des mineurs en URSS. Elles ne sont qu'une illustration de la faiblesse et du retard politique du prolétariat dans tous les pays du bloc de l'Est, de même que l'était également la revendication d'un syndicat "libre" en août 80 en Pologne. Malgré la détermination et l'énorme combativité du prolétariat dans ces pays, une combativité qui est appelée à exploser toujours plus avec la dégradation croissante de toutes les conditions de vie de la classe ouvrière à l'Est, celle-ci est particulièrement vulnérable face à toutes les mystifications syndicalistes, démocratiques, nationalistes (comme le révèlent depuis des mois les affrontements inter-ethniques en URSS où ce sont des milliers d'ouvriers qui ont été embarqués dans une lutte sur un terrain bourgeois). Cette vulnérabilité est le produit direct du manque d'expérience du prolétariat dans cette partie du monde du fait de son étouffement pendant des décennies dans l'état de la terreur stalinienne.

SEUL LE PROLETARIAT A L'OUEST  
PEUT OFFRIR UNE PERSPECTIVE  
AUX COMBATS DE CLASSE DANS LE BLOC DE L'EST

Aujourd'hui, avec le retour en force de la lutte de classe sur la scène sociale, une situation nouvelle s'ouvre en URSS comme dans tous les pays de l'Est. Les luttes ouvrières de l'été 89 en URSS ne sont qu'un premier jalon annonçant le surgissement inévitable de combats de classe de grande ampleur dans ce pays comme dans tous les pays du glacis soviétique dans la mesure où la situation qui était à l'origine de ces explosions ouvrières ne pourra que continuer à s'aggraver. En effet, la politique de Gorbatchev dont les conséquences signent aujourd'hui

la faillite, l'effondrement irrémédiable du stalinisme, révèle d'ores et déjà ses propres limites. Les nouvelles mesures d'austérité draconniennes annoncées tout récemment par Gorbatchev montrent à l'évidence que les restructurations préconisées par la pérestroïka ne constituent en rien une voie royale vers une amélioration possible de l'économie russe dans le contexte actuel d'effondrement général du système capitaliste. Bien au contraire, la seule perspective ne peut être que l'enfoncement de l'ensemble du bloc de l'Est dans un chaos et un marasme croissants. Une telle situation de catastrophe économique va se répercuter également sur le plan politique par des convulsions d'une violence extrême où les rivalités intestines dans lesquelles vont s'affronter les différentes cliques bourgeoises (les "conservateurs" et les "réformateurs") s'accompagneront inévitablement de toute une série de mystifications démocratiques qui constituent un réel danger pour la classe ouvrière (nous reviendrons sur cette question dans un prochain numéro de RI).

Ces convulsions politiques qui vont de plus en plus ébranler l'ensemble du bloc de l'Est risquent, en effet, d'être retournées contre les luttes du prolétariat, comme on a pu le voir déjà en Pologne avec la constitution du syndicat Solidarnosc en 80, puis son interdiction qui a servi à redorer son blason terni par ses multiples manoeuvres de sabotage des luttes.

En ce sens, si le prolétariat de ces pays peut aujourd'hui surgir massivement sur la scène sociale avec une combativité à la mesure de toute sa rage accumulée et contenue pendant des décennies, cela ne signifie nullement qu'il soit en mesure, par ses propres luttes, de déjouer tous les pièges que la bourgeoisie tendra sur son chemin. C'est pour cela que le développement des luttes ouvrières à l'Est, s'il témoigne de la profondeur et de l'accélération de la lutte de classe à l'échelle internationale, met également en lumière toute la responsabilité des ouvriers des grandes métropoles industrielles du bloc occidental, là où se trouvent concentrées toute la force et l'expérience politique de la classe ouvrière mondiale. Ce sont les bataillons prolétariens des pays centraux du capitalisme qui seuls peuvent offrir une perspective aux luttes menées par leurs frères de classe dans les pays de l'Est. Car ce sont eux qui, depuis des décennies, se sont trouvés confrontés aux pièges toujours plus sophistiqués de la bourgeoisie la plus puissante et habile du monde. C'est l'expérience de leur propres luttes et de leurs échecs qui a permis de balayer pour une bonne part les illusions (démocratiques, syndicalistes, auto-gestionnaires) qui pèsent encore lourdement sur la classe ouvrière des pays de l'Est. Seul le développement des combats de classe dans les pays du bloc occidental, leur affrontement aux manoeuvres des syndicats et des gauchistes, leur dénonciation par et dans la lutte permettra de dévoiler aux yeux des ouvriers des pays de l'Est le visage hideux de l'Etat démocratique. De même, il revient également au prolétariat des pays les plus industrialisés de mettre définitivement à bas, par l'ampleur de ses luttes, le mythe du capitalisme occidental florissant présenté à l'Est comme un pays de cocagne, un monde de liberté et d'abondance pour l'ensemble de la population (et qui explique pour une bonne part le mouvement d'immigration de centaines de milliers de travailleurs fuyant aujourd'hui la RDA).

(SUITE PAGE 6)

## POLOGNE

## LA LCR DEFEND LES INTERETS DE SA CLASSE : LA BOURGEOISIE

■ "Pologne, maintenant le pouvoir aux travailleurs !", c'est ce que l'organe trotskyste "Rouge" n'a pas hésité à titrer à propos de l'accession de Solidarnosc à la tête du nouveau gouvernement polonais. La LCR prend part ainsi à la campagne internationale de toute la bourgeoisie autour du "processus de démocratisation" dans les pays de l'Est et comme les autres fractions de la bourgeoisie, elle affirme haut et fort son soutien total et sans faille à l'Etat polonais et à ses nouveaux dirigeants :

"La désignation de Tadeus Mazowiecki au poste de Premier ministre est une nouvelle victoire des travailleurs polonais et de leur syndicat indépendant Solidarnosc. Avec cette victoire, ils franchissent un nouveau pas en avant sur le chemin menant vers la révolution anti-bureaucratique..."

Voilà comment les trotskystes défendent leur classe : la bourgeoisie, en apportant leur soutien à un gouvernement qui, à peine formé, affirme haut et fort son intention de poursuivre et d'accélérer le programme d'austérité commencé par Jaruzelski ! Un gouvernement dont le Ministre des Finances, éminent membre de Solidarnosc, prévoit "de très fortes hausses de prix" et qui annonce : "pour stopper l'inflation, il n'y a qu'une solution : fermer les entreprises, baisser la production, ensuite licencier et faire des chômeurs". Un gouvernement qui, par la bouche de Walesa, réclame aux ouvriers "6 mois à un an sans grèves", autrement dit de bien vouloir accepter sans broncher l'avenir de misère qu'il leur prépare.

Plus répugnant encore, la phraséologie "radicale" et pseudo-révolutionnaire des trotskystes sert à présenter ces événements - où la classe ouvrière s'est fait piégée et ses luttes muselées par la poudre aux yeux électorale et qui lui annoncent des

conditions de vie toujours plus misérables - comme "une grande victoire des travailleurs" !

La LCR soutient la bourgeoisie en Pologne et pour cela elle participe activement à tous les pièges que celle-ci déploie contre la classe ouvrière. Ainsi, la LCR voyait déjà dans le raz-de-marée électoral en faveur de Solidarnosc une "grande victoire des masses polonaises". Ces défenseurs de l'ordre bourgeois, qui répondent toujours présents quand il s'agit d'envoyer les ouvriers se fourvoyer sur le terrain des urnes, se félicitent ainsi de ce que le piège électoral organisé autour de la "table ronde" et qui visait à faire abandonner aux ouvriers leur terrain de lutte, ait si bien fonctionné. Bien sûr, ces prétendus "révolutionnaires", soi-disant "défenseurs des travailleurs" ne disent pas un mot des brutales attaques anti-ouvrières (200 à 500% d'augmentation des prix alimentaires le premier août, entre autres) qui sont tombées pendant qu'on occupait l'attention avec les élections et la formation du gouvernement et que Solidarnosc multipliait les appels à arrêter les grèves au nom "de ne pas gêner le processus démocratique".

Une seule chose finalement chiffonne la LCR : que "les mouvements de grève (de cet été) n'aient pas tenté d'empêcher l'abandon par Walesa de sa revendication d'un gouvernement sans les communistes et de l'obliger à être un gouvernement ouvrier". Pour les trotskystes de la LCR, en bons défenseurs de l'ordre social capitaliste en Pologne et ailleurs, il ne faut surtout pas faire grève contre la hausse des prix et pour de meilleurs salaires, comme l'ont fait les ouvriers ds chemins de fer de Lodz et ceux d'un grand nombre d'entreprises début août. Non : "la

seule issue valable pour la classe ouvrière et le mouvement de masse polonais consiste à exiger la formation d'un gouvernement de Solidarité sans bureaucrates, des élections libres..." Autrement dit, soutenez ceux qui hier ont organisé le sabotage de vos luttes, et qui aujourd'hui organisent l'austérité et la misère !

En prenant la défense de Solidarnosc, dont l'éminent représentant - promu ministre du Travail - Jacek Kuron déclare : "Ma spécialité c'est la grève. J'en ai fait des centaines. Je saurai en éteindre mille demain", et qui effectivement n'a eu de cesse depuis sa création il y a 9 ans de jouer le rôle de pompier social et de saboteur des luttes ouvrières, la LCR soutient ainsi ouvertement le pire ennemi des ouvriers polonais. En répandant le mensonge répugnant selon lequel l'arrivée de ce dernier au pouvoir signifierait "le pouvoir aux travailleurs", les trotskystes, qui ici en Occident se démenent pour ramener dans le giron syndical les ouvriers qui s'en détournent de plus en plus, ne font que jouer leur rôle habituel de défenseurs acharnés de l'encadrement syndical et du sabotage syndical des luttes ouvrières.

Voilà le vrai visage des trotskystes. Ce qu'ils défendent en Pologne, comme ici, c'est l'ordre social capitaliste et le meilleur moyen de museler les luttes ouvrières. Ne l'oublions jamais lorsque nous les voyons ici prétendre prendre la tête de nos luttes, monter des coordinations et faire mine de défendre les intérêts ouvriers. Ils sont dans le camp de l'ennemi.

PE

# "REVOLUCION MUNDIAL", NOUVELLE SECTION DU CCI AU MEXIQUE

## LES LECONS D'UNE TRAJECTOIRE POLITIQUE

Lors de son 8ème congrès qui s'est tenu début juillet, le CCI a accepté l'intégration en son sein des militants du GPI qui constituent aujourd'hui la 11ème section territoriale du Courant Communiste International. Le GPI s'est donc dissout et a pris le nom de Revolucion Mundial, section du CCI au Mexique. Dans le précédent numéro de RI, nous avons amplement développé quels étaient les enjeux de ce congrès et notamment en quoi le renforce-

ment numérique et politique de notre organisation est une confirmation éclatante du développement de la lutte du prolétariat mondial. Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans le dernier numéro de l'organe de presse de l'ex-GPI et qui tire pour l'ensemble du milieu prolétarien toutes les leçons de la trajectoire politique qui a conduit le GPI à poser sa candidature au CCI, puis à son intégration.

Les leçons à tirer du processus qui a conduit à la constitution de REVOLUCION MUNDIAL en tant que section du CCI, sont des leçons pour tout le milieu communiste international et pour tous les éléments qui surgissent et qui surgiront, à la recherche d'un militantisme révolutionnaire sérieux. Il est évident que le CCI a joué un rôle déterminant dans tout ce développement. S'il est vrai que le GPI a aussi pris connaissance, au début de son évolution, des positions du PCI-Programme, de celles de Battaglia Comunista (1) ainsi que de celles du Colectivo Comunista Alptraum, qui était plutôt un mélange des positions des deux précédents (2), c'est définitivement la rigueur politique et la clarté des positions du CCI qui ont fait pencher la balance. Les leçons d'aujourd'hui sont donc les leçons de toute une intervention du CCI, de l'application de sa méthode et de ses orientations.

- La rupture avec l'idéologie bourgeoise, prémices à la constitution du GPI, a été le produit de discussions de clarification politique où les documents du CCI et essentiellement sa plate-forme, ont joué un rôle crucial. Ce qu'il est important de remarquer dans la rupture, c'est que ce n'est qu'en reprenant le fil historique des positions de classe, des principes politiques que la lutte ouvrière dans son devenir historique a tranchés, que l'on peut établir une présence politique réelle. Ceci a été particulièrement difficile à cause de la rupture organique avec les organisations du passé et parce qu'au Mexique cette présence était presque totalement inconnue. Même l'existence du Groupe de Travailleurs Marxistes (GTM), qui a existé dans les années 30, n'a été connue qu'à travers les publications du CCI. Ainsi donc, pour quiconque recherche un militantisme communiste, la première chose à faire est de se situer sur le terrain de l'histoire du mouvement ouvrier.

- Cette présence n'a également pu se développer qu'en se situant sur un terrain complètement internationaliste. La reprise du fil historique signifie la rupture avec toute optique nationaliste, avec toute prétention à vouloir construire des "groupes nationaux". Reconnaître la dimension mondiale de la lutte ouvrière mène aussi à établir le caractère international de l'organisation des révolutionnaires. Le lien avec l'histoire de la classe est aussi le lien organisationnel avec ceux qui incarnent cette continuité.

- Le CCI n'a jamais cherché à "recruter" à tout prix. Déjà depuis le premier congrès du GPI, l'orientation vers laquelle a poussé le CCI était la confrontation avec les autres regroupements du milieu politique. Il n'existe pas de définition politique complète sans une confrontation avec les positions défendues par le reste des organisations du camp prolétarien ; la décantation politique est le seul chemin vers le regroupement.

- L'aboutissement de tout ce processus, le regroupement, est la perspective que le processus lui-même montre au milieu prolétarien et aux éléments qui ont une volonté militante. Aujourd'hui, nous pouvons dire que l'intégration des éléments du GPI dans le CCI constitue une déclaration de guerre au sectarisme ; elle montre que la tendance du milieu prolétarien n'est pas vers la désagrégation mais vers l'unité de ses faibles forces.

La constitution de REVOLUCION MUNDIAL en tant que section du CCI est un appel aux groupes à la confrontation, à rompre avec l'esprit de chapelle qui pèse encore sur la plupart d'entre eux.

### QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE LA NOUVELLE SECTION ?

La constitution d'une section du CCI au Mexique est de la plus haute importance pour le prolétariat mondial. Le voisinage avec la première puissance mondiale, avec la classe ouvrière des USA et la section du CCI qui s'y trouve (Internationalism), le flux constant de travailleurs vers cette région et la situation de "pont" du Mexique entre les USA et l'Amérique Latine, tous ces facteurs pèseront de manière décisive sur le développement de l'unification mondiale des combats du prolétariat. L'influence de ces minorités va jouer -des maintenant !- un rôle crucial. Mais ce n'est pas tout ; le simple fait que la classe ouvrière soit capable aujourd'hui de se donner une présence politique au Mexique ne fait que traduire sa force et ses potentialités. Ce n'est pas rien, c'est l'expression vivante du fait que la classe ouvrière développe sa conscience et mûrit ses combats à venir. Bien sûr, ceci ne se fait pas "malgré" les campagnes mystificatrices qui veulent présenter un prolétariat "résigné à sa misère", mais contre toutes ces campagnes. C'est donc une réponse du prolétariat mondial à toute cette ambiance idéologique pourrie.

Par ailleurs, le milieu communiste international intègre en son sein une nouvelle génération de militants ouvriers, ce qui devra pousser et encourager les organisations du milieu et en particulier le CCI. Nous disons en particulier le CCI parce qu'il est, en effet, le pôle de référence international politique et organisationnel actuel le plus important et parce que, à la fin des années 80, le CCI ratifie, avec la constitution de cette nouvelle section territoriale, la validité de ses orientations et de sa méthode de regroupement défendues durant de longues années. Il est évident que ces orientations et cette méthode ne seront pas confirmées par elles-mêmes ; elles doivent être défendues avec intransigeance au sein-même de la lutte des classes et aussi face aux confusions des autres groupes du milieu.

Aujourd'hui, n'en déplaie à nos détracteurs et critiques (BIPR, GCI, FECCI...), le CCI démontre dans les faits la validité de tout son cadre politique, de sa vision de la période historique et de son in-

sistance pour une intervention active dans les luttes de la classe ouvrière.

### "REVOLUCION MUNDIAL (NOUVELLE SERIE)" : PUBLICATION DU CCI AU MEXIQUE

Notre prochain numéro paraîtra en tant que "Revolucion Mundial (nouvelle série)" N° 1. Si notre publication exprimait le degré de rapprochement avec le CCI, RM (nouvelle série) est déjà le CCI lui-même. Il n'y a pas de séparation au niveau des positions politiques, mais il sera désormais l'expression de l'intervention internationale du CCI comme un tout. Nous y défendrons les orientations de chaque congrès international -à commencer par celles du 8ème- en essayant surtout d'être de plus en plus une revue d'intervention à travers une prise de position permanente contre tous les obstacles que la bourgeoisie pose au prolétariat dans le chemin vers l'unification de ses luttes.

"Revolucion Mundial" est le fruit des efforts du prolétariat, ce qui affirme une fois de plus son caractère de seul sujet révolutionnaire, capable de forger les bases de son futur parti mondial.

Et aujourd'hui, alors que le capitalisme entraîne la société vers une barbarie toujours plus terrible, alors qu'il commence à se décomposer jusque dans ses racines, alors que le danger d'un nouvel et dernier holocauste mondial menace l'ensemble de l'humanité, aujourd'hui, justement, alors que résonnent partout les campagnes "démocratiques" et "pacifistes", justement aujourd'hui, le prolétariat continue à mûrir dans sa conscience et à préparer ses combats futurs. C'est ainsi que la classe ouvrière démontre qu'elle est la seule classe qui aura le mot de la fin dans l'Histoire. Et le prolétariat parlera !

30/7/89 Fred

### NOTES

(1) Voir notre polémique avec Battaglia Comunista sur la conscience et le parti dans RM n° 5 et 7.

(2) Pour le CCA, le surgissement du GPI en tant qu'événement important de la lutte des classes a constitué la preuve de son évolution politique. Incapable d'intervenir face au GPI, le CCA a commencé sa banqueroute comme présence politique. Voir RM n° 4 et Accion Proletaria n° 79.

## REVOLUCION MUNDIAL

¡¡EXTENDAMOS NUESTRA LUCHA!!

PRD: La burguesía se prepara  
para enfrentar la lucha obrera

LA CLASE OBRERA FRENTE A LAS  
REVUELTAS DEL HAMBRE

URSS: Huelgas contra la explotación capitalista

MASACRE EN CHINA:  
El verdadero rostro del capitalismo

VIII Congreso de la Corriente Comunista Internacional

REVOLUCION MUNDIAL  
NUEVA SECCION EN MEXICO

No. 8 Jul-sept de 1989

## APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

### SOUSCRIPTIONS

Paris : Réunion publique du 16/9/89 : L:50F ; TP-MC:20F ; AV:20F ; La:10F ; Br.:300F ; Pat:300F ; Ju:20F ; JLV:30F ; RN:20F ; MG:100F ; SK:10F ; P.:185F. Total = 1065F

Tours : Permanence du 29/07/89 : Stanley:20F ; Lau:100F ; NR:25F ; DD:25F ; Ev.:40F. Total = 210F. Permanence du 2/09/89 : NR:25F ; DD:25F ; GP:300F ; Bacalao:70F ; Lye:70F ; Paul:20F. Total = 510F

Nantes : Réunion publique du 17/06/89 : A:100F ; G:50F ; Masson:200F ; Stanley:25F ; E.:50F ; DD:25F ; N:25F ; Beb:50F ; BA:50F. Total=575F. Réunion publique du 22/07/89 : Stanley:25F ; BO:50F ; A:100F ; Ju:50F ; Masson:100F ; D:50F. Total = 375F. Philippe (Alsace) : 80F

TOTAL : 2.743,00 F  
TOTAL 1989 : 16.481,50 F.

## Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu  
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine  
- "Mimesis", 58 rue de Grassis  
- "Machine à Lire", 13 rue de la Devise  
BREIST : "Graphitis", place St Louis  
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvotre", 3 rue de l'Ente  
- Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras  
- Maison de la Presse, place de Jaude  
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34 rue Poincaré  
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc  
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne  
- Maison de la Presse, place de la Trémoille  
LE HAVRE : "Presse des Halles",  
27 place des Halles Centrales  
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune  
- "Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage,  
(Métro Fives)  
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7ème)  
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006.  
- Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13005

- Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martignes  
- Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat  
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle  
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République  
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts  
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université  
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux  
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur  
- "Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest  
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine  
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame  
de la Délivrance  
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)  
- "Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)  
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc  
- "Le Vulcain", quai Stalingrad, 83 La Seyne sur Mer  
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard  
- "FNAC", 1 bis place Occitane  
- "Les Arcades", place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :

ISSN 0336 464 X

# LES OSCILLATIONS DE "BATTAGLIA COMUNISTA" SUR LE MOUVEMENT DES ETUDIANTS CHINOIS

Le processus d'endoctrinement idéologique du prolétariat est une constante de la société bourgeoise qui considère, à juste titre, la prise de conscience ouvrière comme synonyme de sa propre fin. Aujourd'hui, la redécouverte des "principes immortels de la démocratie" est au centre des campagnes actuelles d'abrutissement de la classe ouvrière.

Au printemps dernier, la prétendue lutte pour la démocratie des étudiants chinois est donc tombée comme le fromage sur les macaronis au beau milieu de ce gigantesque bataillage international.

Tous les médias bourgeois se sont précipités pour présenter l'affrontement sanguinaire entre la fraction "Peng" et la fraction "Zhao" de la bureaucratie chinoise comme la "lutte héroïque" des jeunes démocrates défiant la bureaucratie, "armés de leur seul courage". Toutes les sectes contre-révolutionnaires, des trotskystes aux anarchistes, ont évidemment fait chorus au cri de "Tien-An-Men vaincra !". Seuls les marxistes ont défendu les intérêts de la classe ouvrière en dénonçant cette propagande obscène dirigée contre le prolétariat chinois et contre tout le prolétariat mondial.

Cependant, au sein du camp révolutionnaire, les hésitations et les contradictions n'ont pas fait défaut et, comme d'habitude, un bon exemple de ces oscillations nous a été donné par le groupe révolutionnaire italien Battaglia Comunista ("Partito Comunista Internazionalista") qui a changé trois fois de position sans jamais arriver à une clarification.

## UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIERE...

La première prise de position de BC, parue dans le numéro de mai de son journal "Battaglia Comunista", au milieu du mouvement, est somme toute correcte ; les étudiants chinois sont en majeure partie issus de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie ; leur "lutte" ne vise qu'à rendre les institutions capitalistes plus démocratiques, ce qui constitue un terrain dangereux pour le prolétariat ; la fraction plus "radicale" des étudiants se situe sur le terrain de la "radicalité démocratique", bourgeoise, qui ne saurait être autre chose qu'un "piège" pour les ouvriers chinois qui se mettraient derrière ce mouvement. Bravo Battaglia !

Pendant ce temps, l'agitation des étudiants s'est étendue et la fraction Zhao décide de donner l'assaut final en organisant dans la seconde moitié de mai, la gigantesque manifestation d'un million de personnes à Pékin quadrillée par la police municipale au complet, tandis que les usines se trouvaient encadrées par les dirigeants et les chefs d'ateliers. Cela aurait dû ouvrir les yeux à tous ceux qui se faisaient encore des illusions sur la véritable nature de ce mouvement téléguédé d'en haut. Mais en réalité, c'est tout le contraire qui est arrivé : BC, qui avait vu juste au début, reprend alors à son propre compte les axes de la propagande bourgeoise. Dans un tract diffusé le 22 mai, cette organisation salue les "grèves et les manifestations de millions de personnes" dans lesquelles "la mobilisation étendue aux ouvriers des usines démontre que le prolétariat existe et peut se mobiliser", tandis qu'elle définit ces manifestations comme "des épisodes grandioses de la lutte de classe" !

Comme on le voit, BC a complètement perdu le Nord en transformant les "rassemblements marée-humaine télécommandés par la clique Zhao" en des expressions d'une grève de masse prolétarienne.

Mais les véritables difficultés apparaissent quand on passe au contenu du mouvement : "vive la lutte du prolétariat chinois ! Mais il faut se demander : est-ce suffisant de réclamer la démocratie ? (...) Si la revendication pure et simple de la démocratie peut suffire à la petite-bourgeoisie (...), pour le prolétariat, elle doit être accompagnée d'un programme d'émancipation authentique (...), du programme de la révolution prolétarienne".

Ainsi, par un véritable saut périlleux, la revendication de la démocratie qui, quinze jours auparavant était un piège pour les ouvriers, est devenue une condition nécessaire mais non suffisante pour le prolétariat qui doit être capable de la faire "accompagner" de la révolution prolétarienne. Voilà un cocktail qui a au moins l'avantage de plaire un peu à tout le monde !

Face à la campagne mondiale de la bourgeoisie suivant laquelle "rien n'est possible" sans la démocratie, ces véritables concessions de BC à l'idéologie bourgeoise constituent un dérapage extrêmement dangereux.

Entre temps, l'agitation estudiantine en Chine se conclut tragiquement : la clique Zhao, mise en minorité dans le Parti et les étudiants qui lui étaient liés battent en retraite, abandonnant le mouvement à la répression qui se déchaîne sauvagement. Un généreux instinct de classe pousse les jeunes prolétaires à réagir vigoureusement contre l'attaque meurtrière de l'armée "du peuple", tandis que la population risquait sa peau pour cacher les blessés et les manifestants traqués par la police.

Si le prolétariat n'est jamais indifférent à la répression bourgeoise, ce n'est pas pour cela qu'il s'identifie au mouvement des étudiants : l'appel des étudiants à la grève générale est tombé dans le vide le plus absolu, surtout dans le Sud le plus industrialisé (Shanghai, etc...). La classe ouvrière en Chine a refusé d'aller au massacre pour une fraction bourgeoise contre une autre. C'est justement pour cela que la campagne bourgeoise est alors parvenue à son comble : il s'agissait de faire croire que toute la population chinoise était prête à mourir pour la démocratie.

## "Le Prolétaire" tape juste ... pour une fois !

Depuis des années, le PCI (Parti Communiste International) qui publie en France "Le Prolétaire", nous a habitués, sur toute une série de questions importantes pour la classe ouvrière, à apporter, malgré lui, sa petite contribution à toutes sortes de mystifications bourgeoises destinées à dévoyer le prolétariat de son terrain de classe. Nous avons déjà mis en évidence, à plusieurs reprises dans notre presse, le danger que constituent les positions opportunistes du PCI sur ces questions (notamment sur la question nationale, palestinienne, sur les coordinations, etc...).

Dans le n° 402 du "Prolétaire", le PCI vient de publier un article sur les convulsions sanglantes qui ont secoué la Chine au printemps dernier où, contrairement à d'autres groupes révolutionnaires, tel "Battaglia Comunista" (cf. article ci-contre), cette organisation développe une analyse tout à fait correcte quant à la signification de ces événements. Ainsi, en dénonçant violemment les mystifications démocratiques derrière lesquelles se sont mobilisés les étudiants chinois pour le compte de la fraction Deng du Parti, en affirmant clairement que ces derniers "sont issus de la classe dirigeante" et que "leur mot d'ordre n'était pas subversif", le PCI défend (enfin !) une position digne d'un groupe prolétarien. Le fait est suffisamment rare pour qu'il mérite d'être salué. Il faut croire que le PCI a encore quelques beaux restes et espérer que cette clarté n'est pas le seul fait du hasard, telles ces montres arrêtées qui indiquent l'heure juste deux fois par jour. On ne peut qu'encourager le PCI à se souvenir un peu plus souvent qu'il se réclame de la Gauche communiste. Camarades, encore un effort !

AV

En première ligne, ce sont les groupes fausement révolutionnaires qui se sont exaltés en saluant la "grève insurrectionnelle" et la "seconde révolution chinoise" !

BC, au contraire, précisément parce que ce groupe appartient au camp révolutionnaire, se rend compte alors que quelque chose ne colle pas, ce qui l'amène à faire une nouvelle volte-face politique. Ainsi, dans le numéro de juin de son organe de presse, BC en revient à la dénonciation de la "connotation politique essentiellement petite-bourgeoise" du mouvement et de la revendication de la démocratie qui "si elle peut satisfaire les aspirations des couches sociales vivant de l'exploitation de la classe ouvrière (...), représente, à cause de la fascination et des illusions dont elle est porteuse, un grave danger pour le prolétariat chinois". L'article se conclut par une mise en garde aux organisations prolétariennes contre toute "concession à l'opportunisme" et les appelle à ne pas soutenir "l'illusion si dangereuse de la démocratie". Paroles sacro-saintes mais radicalement opposées à celles du tract du 22 mai. Il est vrai que ce tract était lui-même diamétralement opposé à la prise de position de BC dans son numéro de mai. Ainsi, BC, en revenant à sa position initiale, après un triple saut péril-

leux, a tout de même fini par retomber sur ses pattes. Mais il faut reconnaître que changer trois fois de positions en trente jours, c'est un petit peu trop pour une organisation qui aspire à être l'état-major de la classe !

Malheureusement les tribulations de BC ne s'arrêtent pas là ; car il faut croire que cette organisation est, par constitution, incapable de prendre une position claire et tranchée. C'est ainsi que, dans l'article en question, à côté des phrases citées, on en trouve d'autres dans lesquelles il est affirmé que l'affrontement avec le Parti "a conduit des millions d'étudiants soutenus par la population à lancer un défi irrévérencieux aux hommes du palais" et que la nature petite-bourgeoise du mouvement "ne minimise pas la valeur de la lutte des étudiants. A plusieurs moments, celle-ci a ridiculisé le pouvoir en le réduisant à l'impossibilité de réprimer le mouvement et a démontré la grande force de la mobilisation populaire" ! On voit bien ici que, malgré tous ses efforts pour retrouver une position de classe, BC ne parvient pas à se dégager de la propagande bourgeoise sur les "héroïques étudiants qui arrêtent les chars par la force des idées". Tout cela n'est que mensonge ! Les étudiants, "à plusieurs moments" n'ont pu arrêter que les chars des divisions qui voulaient bien se faire arrêter parce qu'ils étaient aux ordres de Zhao. Lorsqu'ils se sont retrouvés face aux divisions de Li Peng, on a tout de suite vu de quel côté était l'impuissance ! En réalité, les étudiants n'ont pas défié le Parti. Ils étaient aux ordres de la fraction Zhao du Parti comme le démontre le fait que la direction du mouvement avait à sa disposition les photocopies des procès-verbaux ultra-secrets des réunions des 11 membres de l'exécutif du PC chinois, la plus grande autorité du pays. Est-ce qu'ils les avaient trouvées dans les oeufs de Pâques, où est-ce leur chef, Zhao, qui les leur avait fournies ?

## LES CONFUSIONS CONGENITALES DE "BATTAGLIA" SUR LE COURS HISTORIQUE

L'incapacité de BC à reconnaître, derrière les manifestations d'étudiants, des affrontements inter-bourgeois, s'est confirmée encore dans sa réunion publique sur la Chine fin juin, à Milan, où la présentation n'a pratiquement pas abordé cette question. Face aux critiques du CCI, les camarades de BC nous ont accusés d'"infantilisme de gauche qui voit la bourgeoisie derrière chaque épisode de lutte de classe". Cette accusation est particulièrement divertissante dans la mesure où, comme on le sait, cela fait plus de dix ans que BC ne perd jamais une occasion de reprocher au CCI de voir partout des mouvements de lutte de classe, voire même de les inventer de toutes pièces. En réalité, ces accusations contradictoires trouvent leur cohérence dans l'incapacité de BC à définir la dynamique historique du rapport de force entre les classes, à répondre clairement à la question : allons-nous, dans la période actuelle, vers une troisième guerre mondiale ou vers une accentuation des affrontements de classes ? En l'absence d'une telle analyse de fond, BC semble condamnée à vaciller selon ses humeurs du moments ou, pire, au gré de la propagande bourgeoise.

Ainsi, de manière générale, BC tend à sous-estimer les moments de lutte de classe contre lesquels la bourgeoisie élève un mur de silence, et à surestimer les mouvements non prolétariens qui font la une des médias bourgeois soit parce qu'ils sont directement contrôlés par une fraction du capital (Chine), soit parce qu'ils sont inter-classistes et incapables de donner la moindre perspective au prolétariat (émeutes de la faim au Venezuela, en Argentine, etc.).

Dans sa dernière Assemblée Générale annuelle (7-8 mai 89), BC a fini par reconnaître l'existence de "pas significatifs dans les pays industrialisés" et le début "d'un écho à notre intervention" dans la classe. C'est un pas en avant dont nous ne pouvons que nous réjouir, mais encore faut-il que la reconnaissance par BC "qu'il se passe quelque chose" ne conduise pas cette organisation, en fin de compte, à courir après "tout ce qui se passe". Les camarades de Programma Comunista ("Parti Communiste International", fidèle à la tradition bordiguiste) l'ont déjà fait dans le passé et ça n'a pas donné un beau résultat.

Frédéric

## LECONS DES LUTTES OUVRIERES EN URSS (SUITE DE LA PAGE 4)

De plus, face à toutes les difficultés, toutes les limites que vont inévitablement rencontrer les combats ouvriers à l'Est, il n'est pas à exclure que la répression sanglante puisse encore s'abattre sur le prolétariat de ces pays. Et la répression sera d'autant plus forte que les ouvriers se seront laissés piéger sur un terrain qui n'est pas le leur. Tel est le danger qui menace la classe ouvrière à l'Est si elle se laisse entraîner derrière une fraction bourgeoise contre une autre, et qui souligne toute la responsabilité du prolétariat des pays d'Europe occidentale : plus ses combats seront puissants, plus ils seront capables de mettre à nu le mensonge de la démocratie, moins la bourgeoisie aura les mains libres pour dévoyer les ouvriers du bloc de

l'Est hors de leurs terrain de classe et les amener pieds et poings liés à la répression.

Seul le développement de luttes massives et unies dans les pays centraux du capitalisme, en déblayant le chemin vers la révolution communiste mondiale, permettra aux ouvriers des pays de l'Est de rattrapper leur retard politique, de prendre conscience de la faillite totale d'un système qui, partout dans le monde n'a rien à offrir aux prolétaires sinon une misère et barbarie croissantes, de renouer, enfin, avec la formidable expérience révolutionnaire de 1917 en Russie dont le stalinisme n'est qu'une monstrueuse falsification.

Avril.



# LA MAFIA, C'EST LA BOURGEOISIE MONDIALE

■ Depuis 10 ans, la Colombie est devenue un des grands centres mondiaux du trafic de cocaïne. La production atteint 250 tonnes par an et rapporte environ un milliard de dollars (en 1988) aux narco-trafiquants, ce qui fait de ces derniers le principal consortium financier du pays (leur leader figure parmi les 20 personnes les plus riches du monde).

Quand l'économie d'un pays fonctionne aussi clairement en se basant sur le trafic de drogues, le degré de pourrissement qui atteint le système capitaliste devient évident. Moeurs de truands, morale de truands, guerres de truands, voilà ce que la décomposition du système révèle de ses dirigeants, des pays dits "en voie de développement" aux pays les plus riches du monde. Ce pourrissement entraîne le pourrissement des rapports sociaux, à un degré rarement atteint dans le monde.

Terreur de l'Etat, de la police et de l'armée, terreur des guérilleros, terreur des bandes de "sicarios" (tueurs à gages) à la solde des trafiquants, violence permanente enfin dans le lumpen des grandes villes qui se débat dans la misère la plus noire : voilà un concentré de l'avenir que nous prépare la bourgeoisie si le prolétariat ne parvient pas à imposer ses propres orientations à la société. En Colombie, ce sont des milliers de morts assassinés que l'on comptabilise tous les ans depuis cinq ans. La violence imprègne la société même à tel point que personne ne cherche plus à distinguer ce qui relève de la violence "politique" de ce qui relève de la délinquance "crapuleuse".

La "guerre" déclarée par le gouvernement colombien aux trafiquants n'est que la reconnaissance de cet état de fait depuis des années. Quand on sait que plus de 500 personnalités politiques ont été assassinées depuis 85, on réalise mieux la puissance que représente dans le pays la mafia de la drogue qui a infiltré ses complicités à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. En fait, cette "déclaration de guerre" est surtout l'occasion pour le gouvernement colombien de renégocier avec les trafiquants la quantité d'argent réinvestie dans le circuit économique légal du pays. C'est aussi l'occasion de rendre service au grand frère américain qui, à son tour, s'est lancé dans la "croisade" anti-drogue.

En effet, aux Etats-Unis, le fléau social représenté par les drogues (lire la Revue Internationale n°57, "La décomposition du capitalisme"), et qui est

révéléateur de la profonde décomposition dans laquelle s'enlise le monde entier jusqu'aux pays les plus riches, aurait, paraît-il, trouvé à qui parler. Le président Bush multiplie les déclarations d'intransigeance vis-à-vis des cartels de la drogue, se mettant en quelque sorte dans la peau d'un Batman dernier défenseur de la salubrité publique, et va jusqu'à accorder une aide à la Colombie de 65 millions de dollars en matériel militaire.

Si les Etats-Unis ont aujourd'hui décidé de s'attaquer aux trafiquants de drogue en Colombie, ce n'est certainement pas dans un souci de "moralité". Cette "moralité", Bush s'essayait dessus lorsqu'il dirigeait la CIA dont on sait pertinemment qu'elle est financée, comme beaucoup d'autres services secrets, par le trafic de drogue. En réalité, la drogue est en train de devenir un problème sérieux pour l'économie américaine. Ce sont des dizaines de milliards de dollars qui, chaque année, fuient les USA vers les pays producteurs, venant encore aggraver le déficit commercial officiel de ce pays. En outre, les masses de "narco-dollars" qui sont "blanchies" dans des banques européennes (notamment en Suisse et au Luxembourg) sont souvent utilisées pour soutenir des "OPA sauvages" qui font passer une partie du capital américain entre des mains "étrangères". Enfin, la "guerre" du gouvernement colombien contre les trafiquants vient à point nommé pour interrompre l'exportation par ces derniers de leurs bandes de "sicarios" aux Etats-Unis qui étaient chargés d'y organiser leurs propres réseaux de distribution, avec les méthodes sanglantes qu'ils ont expérimentées durant 10 ans en Colombie. Il est bien sûr hors de question que quiconque se mêle d'empocher une partie des 110 milliards de dollars que représente le marché interne de la drogue aux Etats-Unis. L'Etat de ce pays se défend contre les intrus.

Voilà comment nous assistons à une véritable guerre des gangs, présentée comme une croisade vertueuse contre la drogue. Les clans rivaux de la bourgeoisie s'entre-déchirent pour garder ou gagner leur part du gâteau que représente la distribution de la drogue aux Etats-Unis, cependant que la société colombienne s'enfonce dans une misère de cauchemar, indiquant sans fard aucun aux pays les plus riches quel avenir le capitalisme nous réserve.

Moro

## Cyclone "Hugo"

### LA VRAIE CATASTROPHE, C'EST LE CAPITALISME !

■ Le 16 septembre, le cyclone Hugo ravageait la Guadeloupe, laissant derrière lui une dizaine de morts, des centaines de blessés et plus de 15 000 personnes sans abri, sans eau dans presque toute l'île, sans argent pour se nourrir. Il continuait sa course destructrice sur les Antilles jusqu'en Caroline du Sud, faisant plus de 30 morts. Mitterrand lui-même, ce grand socialiste, s'insurgeait "contre la cruauté des éléments" et adressait ses "condoléances émues, attristées et sympathiques" aux familles des victimes, et, tout en versant ses larmes de crocodile, annonçait "de nouvelles dispositions" pour que "se manifeste encore plus (!) la solidarité nationale envers les sinistrés", c'est-à-dire, en gros, une subvention misérable de 34 millions de francs : une goutte d'eau dans la mer des destructions du cyclone. Ainsi la bourgeoisie s'émue ! Elle s'émue toujours d'ailleurs une fois que sont tombés les morts, les blessés.

Avant, elle est sourde et aveugle. Le cyclone ? Une fatalité ! Une fatalité prévue, annoncée, suivie de près par les météorologistes qui prévoient des vents de 220 à 250 km/h !

Après coup, la bourgeoisie s'en prend à la "cruauté des éléments", à la méchanceté de mère Nature. C'est le même discours que lors des catastrophes ferroviaires ou aériennes, c'est la faute au hasard, à la loi des séries !

Et encore mieux en ce qui concerne le passage de Hugo, la bourgeoisie nous dit qu'en dernière instance c'est aussi la faute aux guadeloupéens ! Les médias, surtout télévisés, nous ont abreuvés de reportages, d'interviews d'architectes et de spécialistes dénôçant carrément "l'irresponsabilité" de la population qui ne construit pas "en dur", mais en planches, avec des toits en tôle à peine fixés ; et quand elle construit en béton, c'est "fait en dépit du bon sens", etc. Et, comble de la crapulerie, on a insisté insidieusement sur le fait que des "maisons pareilles", c'est vite reconstruit : trois planches

et deux clous, l'affaire est réglée !

Voilà comment s'exprime tout le mépris et la bassesse de la bourgeoisie "satisfaite de son plan Orsec" -devant des populations, pour qui l'énorme poids du chômage et de la misère sont le lot quotidien, des populations contraintes de récupérer des planches et des clous tordus pour se bâtir un logement -comme si c'était par plaisir ! C'est le mépris de la bourgeoisie pour ceux qu'elle exploite.

Ces destructions du cyclone Hugo, comme celles des catastrophes dites naturelles ou prétendument dues au hasard, sont les marques d'un système qui fait toujours plus la preuve qu'il va quotidiennement contre les intérêts de l'humanité. Un système de production qui peut envoyer dans l'espace des engins capables de résister à des vents, des chaleurs et des froids incroyables, mais sous le règne duquel les deux tiers de l'humanité crévent de faim, où des milliards d'êtres humains sont laissés pour compte, livrés aux catastrophes "naturelles" de la faim, de la soif, des cyclones, de la misère la plus effroyable. Un système où l'ensemble de la production est dirigée vers la construction des engins de guerre les plus sophistiqués de toutes sortes, capables de tirer avec une extrême précision à des centaines de milliers de kilomètres, malgré les vents et les tempêtes.

Le système capitaliste, et la classe qui le défend, la bourgeoisie, n'ont plus rien à offrir à l'humanité que destruction, misère ; et le nombre des victimes de la pourriture et de la décadence capitalistes, avec celles de l'exploitation forcée à laquelle sont de plus en plus soumis les prolétaires, ne peut que s'accroître dans les années à venir. Des "Tchernobyl", des victimes de cyclones, d'"accidents" d'avion, de train, nous en aurons toujours plus, et cela tant que le prolétariat n'aura pas détruit ce système de fond en comble.

PPR

### Crise économique (SUITE DE LA PAGE 8)

constitue qu'une partie de la dette interne à côté de celle des entreprises, des collectivités locales et des particuliers) : 1352 milliards de dollars en 87. Et dans ce domaine il n'y a pas de pays "vertueux". Des pays comme la RFA et le Japon (les bons élèves de la classe) ont des dettes publiques qui représentent 23 et 26% de leur PNB annuel.

Dans les campagnes médiatiques, on se contente, en général, de signaler que les pays sous-développés ne pourront pas rembourser leurs dettes. C'est pour cela que, de temps en temps, les "Grands" leur accordent des moratoires. En réalité, ils ne sont pas les seuls dans ce cas, depuis plus d'une dizaine d'années la "croissance" mondiale s'est faite à crédit. Devant la saturation générale des marchés, qui constitue la contradiction fondamentale de l'économie capitaliste, la bourgeoisie a essayé de masquer, et de se masquer, la gravité de la situation par une fuite en avant dans l'endettement. Les

marchandises étaient produites (en fait une proportion croissante d'entre elles étaient des armes) et elles étaient vendues non contre un paiement réel, mais contre des promesses de paiement, des promesses qui ne seront jamais tenues.

"Qui paie ses dettes, s'enrichit" dit le proverbe. En s'endettant de plus en plus, l'économie mondiale n'a fait que s'appauvrir dans la réalité. Et c'est justement cet appauvrissement que la bourgeoisie fait payer de façon croissante par les famines qui ravagent le "Tiers-Monde", et la paupérisation absolue de la classe ouvrière des pays les plus "riches". Voilà quelle est la situation réelle de l'économie capitaliste. Voilà l'impasse dans laquelle elle se trouve malgré ses prétendus "succès" et ses taux de croissance "positifs". Voilà pourquoi elle ne peut entraîner qu'une barbarie croissante.

Voilà pourquoi il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité.

F.M. (août 89)

## PUBLICATIONS DU C.C.I.:

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 1134, BXL 1  
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

**INTERNATIONALISM**  
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

**WORLD REVOLUTION**  
EM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

**REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)**  
Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I./R.M

**COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)**  
(publication en langue Indi)  
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

## ABONNEMENTS :

**ABONNEMENT SIMPLE** : 12 numéros du journal :  
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F  
**ABONNEMENT SIMPLE** : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :  
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F  
**ABONNEMENT COUPLE** (journal + revue) :  
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

**ABONNEMENTS ET VERSEMENTS** par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc...)

## ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :  
- Journal RI :  
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.  
- Revue Internationale :  
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F  
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

## BROCHURES DU C.C.I. :

**LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**NATION OU CLASSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**LA DECADENCE DU CAPITALISME**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION**  
20F + 6F pour frais d'envoi  
**LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE**  
30F + 12F pour frais d'envoi  
**SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE** : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933  
13F + 5F pour frais d'envoi  
**BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)**  
10F + 6F pour frais d'envoi

**DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.**  
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011 PARIS  
Directeur de la publication : D. Van Celst  
Numéro de Commission paritaire : 54267

# LA SEULE "CROISSANCE", C'EST CELLE DE LA MISERE

Jour après jour, la presse et la télévision entretiennent le suspense sur la situation économique : "Attention ! La récession arrive aux Etats-Unis", "Non, tout va bien ! En fait l'économie mondiale est florissante et l'année 90 sera aussi bonne que 89". "Aie ! aie ! Ce n'est pas sûr, d'ailleurs l'OCDE prévoit une augmentation du chômage en 90, après 3 années de recul". "Que diable ! La même OCDE constate que les choses vont on ne peut mieux pour le pays "phare" : la RFA".  
Pour une part, les exclamations contra-

dictoires dont sont truffées les médias de la bourgeoisie traduisent les inquiétudes et les incertitudes qui assaillent cette classe. Mais là ne réside pas la raison première de cette agitation. Fondamentalement, les campagnes médiatiques ont pour fonction de masquer aux yeux de l'ensemble de la société, et en premier lieu, évidemment, aux yeux de la classe ouvrière, la situation véritable de l'économie mondiale, l'extrême gravité de la crise dans laquelle cette économie s'enfonce de plus en plus.

■ Cette crise, la bourgeoisie et ses "spécialistes" patentés en économie ("experts", lauréats du prix Nobel, professeurs d'université) s'obstinent à la réduire au phénomène baptisé par eux "récession", c'est-à-dire la stagnation ou le recul des indicateurs, tel le Produit National Brut, sensés traduire l'évolution de la production. Et comme ceux de 88 et 89 rendent compte d'une "croissance" pour laquelle aucun commentateur spécialisé n'a de mot assez enthousiaste, le sentiment dominant est celui de l'euphorie : "finalement, après des années difficiles, après 4 "récessions" mondiales (1967, 71, 74-75 et 80-82), après une montée du chômage inconnue depuis les années 30, les choses aujourd'hui vont bien mieux". Et si, de temps en temps, les médias affichent des prévisions inquiétantes, c'est pour mieux crédibiliser les discours optimistes : pour "faire vrai", il ne faut pas "en faire trop".

Ainsi, la situation économique s'améliore ! Vraiment ?

## DES ATTAQUES ECONOMIQUES D'UN NIVEAU SANS PRECEDENT

Que "les choses aillent mieux" est un constat bien difficile à faire admettre aux milliards d'êtres humains qui croupissent dans les pays sous-développés. Pour eux, il est clair qu'à une misère intenable ne peut succéder qu'une misère encore plus totale, qu'à la famine ne peut faire suite qu'une famine encore plus meurtrière. C'est un constat que la très grande majorité des ouvriers des pays les plus développés a également du mal à faire sien malgré tous les chiffres qui parlent de "baisse du chômage" et de "maintien (voire d'"élévation") du pouvoir d'achat". Si, durant ces dernières années, ont été mis en place, dans un pays comme la France, des organismes comme les "restaurants du coeur" ou des mesures comme le RMI, ce n'est certainement pas à la suite d'un brusque "accès de générosité" de la part de la bourgeoisie : c'est que la misère s'est développée à un tel point qu'elle risque de provoquer tout simplement la famine pour une partie de la population. Que des indiens, des éthiopiens ou des guatémaltèques crèvent comme des mouches, c'est devenu "normal" ! Et puis, "ça se passe loin". Mais que, dans nos villes, des personnes risquent de mourir de faim, cela ferait "désordre".

La situation n'est pas meilleure dans la première puissance mondiale, le pays le plus riche de la terre. Aux Etats-Unis - et c'est un signe de la gravité extrême de la situation dans tous les pays développés - la misère a connu, ces dix dernières années, une progression hallucinante. La bourgeoisie de ce pays se flatte d'avoir réussi à réduire le taux de chômage au niveau des années 70 : 5,5% de la population active. Mais il faut voir comment elle s'y est prise. En fait, ses statistiques ont été systématiquement falsifiées. Ainsi, quelqu'un qui a travaillé 1 heure au cours d'une semaine n'est pas plus considéré comme chômeur qu'une personne ayant travaillé 40 heures : avec la multiplication des "petits boulots" à temps partiel que sont obligés d'accepter des masses croissantes d'ouvriers, ce sont des millions de chômeurs qui disparaissent des calculs officiels. De même, ne sont pas comptabilisés les ouvriers en pré-retraite (alors que certains

auraient pu travailler encore 15 ans), ni ceux qui se sont découragés de demander un emploi, ni même ceux, de plus en plus nombreux, qui n'ont pas de domicile. Au total, si l'on prenait en compte tous ces chômeurs, le taux de chômage serait facilement trois fois plus élevé.

En outre, le chômage ne constitue pas la seule forme de paupérisation absolue de la classe ouvrière : même ceux qui ont un travail sont souvent plongés dans une misère noire. Ainsi, 20% des sans-abris ont un emploi mais avec un salaire si bas qu'ils sont obligés de coucher sous les ponts ou à l'Armée du salut. De même, les deux-tiers des emplois nouveaux créés ces dernières années, et qui ont permis la fameuse "réduction" du chômage tant vantée, sont payés en dessous du seuil de pauvreté et ne comportent bien souvent aucune protection sociale. Les chiffres officiels annoncent une élévation du niveau de vie de l'ensemble de la population américaine pour les dix années écoulées. Mais si on les creuse un peu, on constate qu'entre 1977 et 1988, le revenu moyen des 10% les plus pauvres a baissé de 10,5% (de 3673 à 3286 dollars par an, en dollars de 1988) alors que le revenu des 5% les plus riches s'est accru de 37,3% (de 94 476 à 129 762 dollars), ce qui représente une augmentation en volume dix fois supérieure au revenu total des 10% les plus pauvres. Dans ces conditions, cette élévation du niveau de vie ne concerne que la bourgeoisie et nullement l'ensemble de la classe ouvrière dont le pouvoir d'achat a suivi le même mouvement que celui de ses secteurs les plus défavorisés.

Ce qui est vrai pour la première puissance mondiale, l'est encore plus pour les autres pays développés, notamment ceux d'Europe où, par exemple, le taux officiel du chômage se situe, et se maintient, à des niveaux bien plus élevés (en moyenne plus de 10%). En résumé, la fameuse "reprise" qui a suivi la "récession" du début des années 80, s'est traduite pour la très grande majorité de la population mondiale (celle du "Tiers-monde" mais aussi celle des pays développés) par une dégradation sans précédent de ses conditions d'existence.

Pourquoi une telle dégradation si, comme nous le dit la bourgeoisie, la situation de l'économie mondiale s'est améliorée ces dernières années. Est-ce la conséquence d'une méchanceté ou d'une avidité particulière de cette classe ? Sur ce terrain, la bourgeoisie n'a évidemment pas de leçons à recevoir. Sa place dans la société, sa nature de classe exploiteuse, lui a conféré depuis longtemps les caractéristiques les plus répugnantes qui puissent s'imaginer. Mais cela ne permet pas d'expliquer que ces caractéristiques se soient encore aggravées au cours de la décennie qui vient de s'écouler. En réalité, si tout au long de cette période elle n'a cessé de porter des attaques économiques de plus en plus brutales contre la classe ouvrière, ou contre les populations misérables du "Tiers-monde", c'est fondamentalement parce que la situation de son économie n'a cessé de s'aggraver.

## L'EFFONDREMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE

Pour évaluer l'état de santé de son économie, la bourgeoisie, comme on l'a vu, s'appuie principalement sur l'évolution du "Produit national brut". Constatant que cet indicateur a cru au cours de ces

dernières années, elle en a déduit que les choses s'amélioreraient pour l'économie mondiale.

En fait, si on examine de plus près ce que recouvre ce fameux PNB, on constate que ce concept savant ne fait que masquer une vaste supercherie. En effet, dans le calcul de ce prétendu indicateur de la production d'un pays, on fait entrer non seulement la production réelle de biens matériels, mais aussi toutes sortes d'activités parfaitement improductives. A ce titre, le salaire versé à un flic ou à un militaire est comptabilisé comme autant d'enrichissement de l'économie nationale ! De plus, la dernière décennie se caractérise par un accroissement considérable de toute une série de secteurs qui, s'ils permettent d'enrichir les capitalistes qui les contrôlent, ne produisent pas autre chose que du vent. Ainsi, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le secteur finances-assurances-gestion de biens a vu, entre 80 et 87, croître ses effectifs respectivement de 34,4% et 41,9%, alors que, sur la même période, les effectifs de l'industrie reculaient de 6,5% et de 23,8%.

L'indice de la production industrielle lui-même n'est pas significatif. En effet, dans cette production, il entre pour une part très importante des armements ou des fournitures pour l'armée. Or ces produits, contrairement aux biens de consommation ou des moyens de production, ne s'incorporent pas dans un nouveau cycle de la production. Au mieux, quand les armes ne sont pas "utilisées", leur fabrication constitue une stérilisation du travail humain et de capital. Et lorsqu'elles sont utilisées, on aboutit à une destruction de capital. Or, ces dernières années ont été marquées par un accroissement considérable des dépenses militaires. Ainsi, entre 1980 et 1987, les dépenses d'armement ont officiellement augmenté (les chiffres officiels sont toujours très en deçà des chiffres réels qui devraient prendre en compte toutes sortes de dépenses "civiles", notamment dans la recherche) de 11,2% pour la France, 15% pour la Grande-Bretagne, 25,5% pour l'Italie, 35,2% pour le Japon, 41,5% pour les Etats-Unis.

Derrière ces fameux "progrès" du PNB se cache donc, en fin de compte, un accroissement considérable d'activités et de productions improductives. Ce gaspillage colossal des richesses et des ressources de l'économie mondiale n'a nullement enrichi celle-ci comme un tout. Au contraire, elle n'a fait que l'appauvrir.

Mais là ne réside pas la manifestation la plus criante de la faillite actuelle du capitalisme. En fait, l'appauvrissement global de l'économie, qui est une des caractéristiques majeures de la période actuelle, se manifeste principalement dans l'énorme problème de l'endettement généralisé sur lequel repose cette économie.

## L'ENDETTEMENT GENERALISE SIGNE LA FAILLITE TOTALE DU SYSTEME CAPITALISTE

La bourgeoisie n'essaye même pas de masquer le danger que constitue ce problème de la dette qui risque d'aboutir à un effondrement de tout le système bancaire international. De façon régulière, nous apprenons que des "efforts sérieux" sont faits pour le résoudre. Mais en réalité, ce dont elle parle principalement, c'est de l'endettement externe des pays sous-développés qui, en soi, est déjà astronomique (1320 milliards de dollars en 1988) et ne cesse d'augmenter à une vitesse croissante (entre 80 et 85, l'augmentation moyenne annuelle de cette dette était de 74 milliards de dollars, elle est passée à 123 milliards de dollars au cours de la période 85-88). Cependant, cet endettement est encore faible à côté de celui qui s'est développé dans les pays les plus avancés. Ainsi, la dette externe des Etats-Unis a atteint 368 milliards de dollars fin 87 (soit trois fois plus que celle du Brésil). Elle devrait se monter à 1000 milliards de dollars en 92 et 1400 milliards de dollars en 97. Et ce n'est pas tout ! Cette dette externe est encore inférieure à la dette publique interne de ce pays (laquelle ne

(SUITE PAGE 7)

## Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.